

Objet :

**CREATION D'UNE CLASSE MATERNELLE ET D'UN
DORTOIR**

1, Rue Edouard Cannevel
76510 – SAINT NICOLAS D'ALIERMONT

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

Maître d'ouvrage :

COMMUNE DE SAINT NICOLAS D'ALIERMONT

Représentée par Mme. Blandine LEFEBRE, maire

Pl. de la Libération
76510 – SAINT NICOLAS D'ALIERMONT

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : **Le lundi 14 avril 2025**

HEURE LIMITE DE RECEPTION : **12h**

MARS 2025

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation relèvent de la **catégorie 2** au sens du Code du travail (**l'ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017** et **le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003** relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers de bâtiment et de génie civil).

La consultation concerne :

CREATION D'UNE CLASSE MATERNELLE ET D'UN DORTOIR

1.2. Localisation

1, Rue Edouard Cannevel
76510 – SAINT NICOLAS D'ALIERMONT

2. INTERVENANTS

2.1. Maitre d'ouvrage

COMMUNE DE SAINT NICOLAS D'ALIERMONT
Représentée par son Maire : Mme Blandine LEFEBVRE
Place de la libération – 76510 ST NICOLAS D'ALIERMONT
Tel.: 02.35.85.8011
accueilpublic@mairie-sna.fr

2.2. Bureau de contrôle technique

SOCOTEC
97, rue François Jacob 76230 ISNEAUVILLE
Tel : 02.32.19.61.00
webmaster@socotec.com

2.3. Coordonnateur SPS

QUALICONSULT
Avenue des Hauts Grigieux – Mach 8 76420 BIHOREL
Tel : 02.35.12.55.70
Rouen.qc@qualiconsult.fr

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Définition de la procédure

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du Code de la commande publique.

3.2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 7 lots désignés ci-après qui seront traités par marchés à lots séparés, avec possibilité de soumissionner pour 1 ou plusieurs lots :

DESIGNATION DES LOTS	
Lot 1	MACONNERIE
Lot 2	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
Lot 3	MENUISERIES – PLATRERIE
Lot 4	PLOMBERIE – VENTILATION - CHAUFFAGE
Lot 5	ELECTRICITE
Lot 6	PEINTURE
Lot 7	REVETEMENT DE SOLS

3.3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- Soit avec un entrepreneur unique ;
- Soit avec des entrepreneurs groupes solidaires.

Les candidats peuvent proposer des offres pour 3 lots maximums. Chaque proposition devra correspondre à un lot. En conséquence, chaque candidat pourra être retenu pour 3 lots maximum. Si un candidat présente plus de 3 lots, toutes ses offres seront éliminées.

3.4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.5. Variantes - Options

Les candidats doivent répondre à la solution de base et aux solutions techniques complémentaires ou alternatives définies dans le dossier de consultation des entreprises.

3.6. Solutions techniques complémentaires ou alternatives

Les candidats **doivent** présenter des solutions techniques complémentaires ou alternatives suivantes :

Lot	Solutions techniques complémentaires

3.7. Délai de réalisation

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

3.8. Modifications de détail au dossier de consultation

La Personne Responsable du Marché (PRM) se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3.10. Propriété intellectuelle

Sans objet.

3.11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

3.12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

3.13. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Charte « Chantier Vert ».

3.14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le chantier étant soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 et du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

Les entreprises retenues et leurs éventuels sous-traitants seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

D. Voies et Réseaux Divers du chantier (lot Maçonnerie)

Les travaux concernant les Voies et Réseaux Divers du chantier, à réaliser avant l'ouverture du chantier proprement dit, seront exécutés par le titulaire du lot maçonnerie pendant la période de préparation prévue à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Les candidats devront fournir, à l'appui de leur offre, toutes précisions sur les raccordements aux réseaux nécessaires (voirie, eau, électricité, assainissement, ...), en distinguant les besoins relatifs à la sécurité et à la protection de la santé, conformément aux dispositions du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

3.15. Clauses sociales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

En application du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixés à l'article L.8222-2.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu au Code du travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, il devra certifier que ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

4. **PRESENTATION DES OFFRES**

Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication ;
- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- Les pièces du projet de marché à compléter : Acte d'Engagement (AE) et Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Prescriptions Communes, commun à tous les lots (CPC) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot ;
- Les plans architectes ;
- Les plans techniques ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le RICT.

Il est uniquement téléchargeable gratuitement par chaque candidat, à l'adresse :

<https://marchespublics.adm76.com>

Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernera le lot** pour lequel il remet une offre et comprendra les pièces suivantes :

Pièces relatives à la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise (conformément aux dispositions en vigueur du Code de la commande publique).

La justification à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'ordonnance, les décrets et arrêtés relatifs aux marchés publics et dans l'avis d'appel public à la concurrence et notamment DC1 et 2, attestations fiscales et sociales, attestation sur l'honneur, qualifications et références, attestation d'assurance ...

Si le candidat a demandé de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou de plusieurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir le ou les demandes d'acceptation de ces derniers et d'agrément de leurs conditions de paiement dans l'enveloppe relative à l'offre.

En cas de recours à la sous-traitance, si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières de son ou ses sous-traitants, il devra justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché, sous la forme d'un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Pièces relatives à l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entrepreneur ;

En cas de recours à la sous-traitance, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement).

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés, les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'acte d'engagement.

- Le CCAP signé ;
- Le CPC signé ;

- Le CCTP signé ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification hormis la colonne quantité (solution de base + option) qui est fournie à titre indicatif ;
- Les documents explicatifs destinés au jugement de l'offre, le mémoire technique ;
- Le PGC signé ;
- L'attestation de visite signée par la Maitre d'ouvrage ;
- **Au projet de marché sera joint un mémoire justificatif et explicatif.**

5. CONDITION DE RETRAIT DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION SOUS FORMAT NUMERIQUE

Le dossier de consultation peut être retiré gratuitement sous format numérique sur le site **<https://marchéspublics.adm76.com>**

Pour accéder à la plate-forme de dématérialisation, le candidat est libre de s'identifier ou non. Son identification (coordonnées, adresse électronique et nom d'un correspondant) lui permet d'être informé automatiquement via la plate-forme des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation. Si le candidat choisi de télécharger les documents de la consultation de manière anonyme, il ne sera pas informé des modifications et des précisions.

Le retrait des documents de la consultation sous forme électronique n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement son pli.

Le candidat doit vérifier que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigées vers les "courriers indésirables".

Il est porté à l'attention des candidats que l'adresse mail qu'ils communiquent dans les pièces du marché et lors de leur identification sur le portail acheteur sert d'adresse de référence pour tous les échanges qui interviendront entre le pouvoir adjudicateur et l'ensemble des candidats durant toute la procédure de passation. Les candidats sont invités à s'assurer que l'adresse indiquée est bien active et disponible.

6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

6.1. Jugement et classement des offres

La sélection des candidats sera effectuée conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

L'examen des offres sera effectué conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres inappropriées, de l'article R.2152-1, ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables, au sens du même article, sont éliminées par la PRM après avis de la commission d'appel d'offres.

La PRM examinera l'offre de base des candidats, puis les variantes proposées, afin d'établir un classement. Les solutions techniques complémentaires ou alternatives seront prises en compte dans cet examen.

Après classement par ordre décroissant des offres de chaque lot, conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par la PRM après avis de la commission d'appel d'offres, en tenant compte des solutions techniques complémentaires ou alternatives.

Critères	Intitulé	Pondération
1 -	Valeur technique de l'offre	40%
2 -	Prix de la prestation	60%
<i>TOTAL</i>		100%

Notation pour la valeur technique - TOTAL sur 10

	POINTS
Les moyens mis en œuvre par l'entreprise	
Les moyens en personnel propre à l'entreprise affectés au chantier.	2
Les moyens en matériel propre à l'entreprise affectés au chantier	2
Les procédures d'exécution du chantier	
Les modes opératoires pour l'exécution des ces travaux et la gestion des difficultés	6
Le planning prévisionnel des travaux	5
Cahier technique	
Fiches techniques des principales fournitures indiquées au CCTP - photos	4
Liste des fournisseurs et références	1
TOTAL	20
NOTE	10

Notation pour le prix des prestations - TOTAL sur 10

L'offre la plus faible (moins disante) obtient la note de 10.

Les autres offres sont notées de manière inversement proportionnelle :

$$\text{note offre} = \frac{\text{montant de l'offre moins disante} \times 10}{\text{montant de l'offre du candidat}}$$

Le total des notations des deux critères permettra au pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché à l'entreprise ayant obtenu la note la plus élevée, reconnue comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés dans les règlements relatifs aux marchés publics, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par la PRM qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée pour non cohérence.

Lors de l'examen des offres, la PRM se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

La PRM pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Afin de permettre aux candidats d'en tenir compte lors de l'élaboration de leur offre, la personne responsable du marché a fait le choix de pouvoir négocier. La négociation s'engagera sur la valeur technique de l'offre (qualité et délai) et sur le prix et avec au maximum 3 entreprises (suivant classement défini ci-dessus). Toutefois la personne responsable du marché se réserve aussi la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

7. TRANSMISSION DE L'OFFRE

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.adm76.com>.

Le pli doit contenir un dossier unique comportant les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB) et sur support papier.

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée et envoyée à :

**Madame le Maire
Place de la libération – BP13
76510 ST NICOLAS D'ALIERMONT**

**Offre pour le marché :
« Marché pour la création d'une classe maternelle et d'un dortoir »**

"NE PAS OUVRIR"

8. SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitant(s) présenté(s) avec la candidature et en cas de groupement, ces mêmes documents seront à fournir par ce(s) sous-traitant(s) et par chaque membre du groupement, au même titre que les entreprises candidates.

Le titulaire devra en informer au préalable ses futurs sous-traitants.

9. DIFFERENDS OU LITIGES

Tout différend ou litige sera du ressort du Tribunal Administratif de ROUEN
53 Avenue Gustave Flaubert 76000 ROUEN
Tel : 02.32.08.12.70
Fax : 02.32.08.12.71
Email : greffe.ta-rouen@juradm.fr